

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 12/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LANGUEDOC ENROBES**

Carrière de la Madeleine  
34750 VILLENEUVE-LES-MAGUELONE

Références : UD34/2023/H3/MJ/114  
Code AIOT : 0006601035

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement LANGUEDOC ENROBES implanté Sur Carrière de la Madeleine 34750 Villeneuve-lès-Maguelone. L'inspection a été annoncée le 12/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LANGUEDOC ENROBES
- Sur Carrière de la Madeleine 34750 Villeneuve-lès-Maguelone
- Code AIOT : 0006601035
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Villeneuve les Maguelone produit des enrobés destinés à alimenter les chantiers locaux en produits bitumés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle des rejets atmosphériques
- contrôle des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/10/1989, article 3.5	/	Prescriptions complémentaires	30 jours
2	Prévention de la pollution accidentelle des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/10/1989, article 3.2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Alimentation en eau du site	Arrêté Ministériel du 03/09/2003, article 8	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspecteur de l'environnement n'ont pas de gravité particulière. Ils portent uniquement sur la gestion de l'eau (eau brute, eau traitée) sur le site et leur prise en compte par l'exploitant devrait se faire dans le délai imparti de 30 jours.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/1989, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.5 - Contrôle des rejets Sur le forage en alimentation en eau, un prélèvement annuel sera effectué et fera l'objet d'analyses (type II) de la qualité de l'eau ainsi que d'une mesure des hydrocarbures (selon la méthode NFT 90203).
<b>Constats :</b> Une seule analyse de type II a été réalisée depuis la mise en exploitation de la centrale; cette analyse a été réalisée en novembre 2020, à la suite de l'inspection du 29 janvier 2020 qui a fait état de ce manque.  Les paramètres concernés par les analyses de type II ne semblent cependant pas adaptés à l'activité de la centrale d'enrobage et aux éventuelles émissions de rejets aqueux provenant de cette centrale (bactériologie, métaux lourds etc...)
L'inspecteur de l'environnement considère que cette prescription est inadaptée à l'activité de la centrale d'enrobage et que les paramètres à contrôler devraient se limiter à ceux appliqués aux eaux pluviales en sortie du site et précisés à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
L'exploitant devra adresser au préfet un rapport à porter à connaissance précisant les modifications

sollicitées concernant le contrôle de la qualité de ces eaux et les justificatifs liées à cette demande de modifications. Il sera instruit par l'inspection de l'environnement pour conduire le cas échéant à une modification de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Prévention de la pollution accidentelle des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/1989, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.2 - Prévention de la pollution accidentelle des eaux</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.</p> <p>Le sols des endroits où devront être stockés ou manipulés des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution (fioul - liants) devra être étanche et aménagé de façon à former une cuvette de rétention.</p> <p>Les eaux pluviales recueillies doivent être rejetées dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Température inférieure à 30°C,</li> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>- MES inférieure à 30 mg/l,</li> <li>- Hydrocarbures inférieurs à 20 mg/l.</li> </ul> <p>L'émissaire doit être aménagé de telle manière qu'il permette, avant rejet, l'exécution de prélèvements.</p>
<p><b>Constats :</b> Une consigne portant sur le suivi et l'entretien (par une entreprise spécialisée) du séparateur d'hydrocarbures a été établie le 30 mars 2020.</p> <p>Cette consigne fait état d'un contrôle régulier du séparateur à hydrocarbures et de la nécessité, si besoin, de faire appel à une entreprise spécialisée pour la vidange des compartiments de l'ouvrage.</p> <p>Le registre de contrôle du séparateur fait état d'un dernier contrôle effectué par le personnel en date du 8 septembre 2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir fait depuis cette date de nouveaux contrôles sans les mentionner dans ce registre.</p> <p>L'exploitant devra à l'avenir renseigner ce registre avec plus de rigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Alimentation en eau du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation du forage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8 :  Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.  La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.  Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité [...]
<b>Constats :</b> L'alimentation du site en eau à usage industriel est assuré en partie par un forage dont les conditions d'aménagement de la tête de puits ne sont pas précisés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.  Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié s'appliquant au forage présent sur le site, un constat de non-conformité a été établi par l'inspecteur de l'environnement à ce sujet.  L'exploitant devra justifier du bon aménagement de son forage selon les dispositions précisées ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours